Septembre 2022

Face aux désastreux résultats scolaires guinéens de 2021-22 ;

Propositions pour améliorer les performances

Par : Pr Ibrahima Bah-Lalya,
Avec les contributions de Pr Alpha Mamadou Diallo
Et Pr Mamadou Chérif Diallo

SOMMAIRE

Titre	*Page*
Synthèse	03
1. Dilemmes et défis majeurs auxquels le système éducatif est confronté	04
➢ **Eduquer les masses ou former une élite intellectuelle capable d'assurer la transition vers une économie et une société dite émergeantes ?**	04
➢ **Disfonctionnements entre politiques et pratiques éducatives aux différents niveaux de la chaine de prise de décision et d'exécution**	07
➢ **Finalités, modalités et pratiques, 3 mondes contigus mais distants**	08
➢ **Le problème des enseignants guinéens, une équation à trois dimensions**	08
➢ **Limites des capacités pédagogiques des enseignants en situation de classe.**	0 9
➢ **Pertinence des initiatives éducatives locales dans un contexte mondialisé**	11
➢ **Education, formation, Emploi, le redoutable triptyque qui défie l'école guinéenne**	13
2. Sur le front des défis soulevés par les désastreux résultats de 2021-2022	14
3. Principales références	87

Faire face aux désastreux résultats scolaires guinéens de 2021-22 :

Quelques propositions pour améliorer les performances éducatives

Synthèse *: les résultats scolaires de fin de l'année scolaire 2021-2022 ont été catastrophiques en Guinée. Les causes sont imputables à la fois au système éducatif, aux structures et aux acteurs, en particulier les décideurs des services centraux et décentralisés, les maitres en situation de classe et les parents. La présente étude tente, à partir d'une analyse comparative de cas similaires dans d'autres pays, de situer l'étendue du mal et de proposer quelques pistes de solution.*

Les media ont annoncé tout dernièrement la tenue d'une concertation nationale de 2 jours autour des résultats catastrophiques des examens scolaires guinéens 2021-2022 au Certificat d'Études Élémentaires (CEE), au Brevet d'Études Primaires (BEP) et au Baccalauréat (BAC). Cette concertation a été suivie de mesures toutes prises avec en ligne de mire la résolution du problème avant l'ouverture scolaire d'octobre 2022.

L'annonce et les mesures y consécutives ont été suivies avec un grand intérêt doublé d'une appréhension. Il était, en effet, important que les autorités, ayant eu conscience de la gravité du problème, aient décidé de prendre cette initiative afin de chercher à remédier au problème. Toutefois, l'efficacité de l'approche a été questionnée par certains observateurs.

En effet, pourrait-on, analyser effectivement les causes réelles de ce désastre et proposer des solutions capables de changer la donne en si peu de temps, les trois évaluations clefs du pré-universitaire ayant toutes indiqué que le mal était sérieux ? Pouvait-on en si peu de temps diagnostiquer la situation, l'analyser et dégager des solutions qui marchent? Pouvait-on explorer les défis, apparemment structurels et programmatiques, auxquels se sont confrontés les malheureux candidats au CEE, au BEP et au BAC et leur trouver des remèdes appropriés? Ne risquait-on pas de faire un simple recyclage de solutions qui ont déjà montré leurs limites ?

Il est difficile de répondre à ces questions. Mais on peut tenter de discuter des aspects les plus significatifs de ces défis, essayer, dans une première étape, de circonscrire, au moins, l'étendue du mal et suggérer des pistes de solution.

En premier lieu, il serait avisé de mener une réflexion sur la mission et les buts du système éducatif guinéen afin d'examiner jusqu'à quel niveau celui-ci a accompli le service que le pays lui a mandaté d'accomplir durant bientôt sept décennies.

En effet, l'histoire de l'éducation guinéenne montre que les missions et buts confiés à celle-ci ont été caractérisés par l'ambiguïté, non de cette ambiguïté qui encourage la

confrontation des idées et, à termes, consolide le système et lui permet de s'adapter, mais plutôt, de ces ambivalences qui tendent à encourager la navigation à vue et à faire des choix paraissant bons à court terme mais qui ont le potentiel de créer des difficultés à moyen/long terme.

Dans le contexte actuel de la Guinée, tout changement éducatif majeur, que celui-ci soit la forme de reformes éducatives ou de simples réajustements risque de se confronter à une série de dilemmes dont certains constituent de véritables défis. Il est important d'analyser ceux-ci avant de décider sur la stratégie d'ensemble qui doit sous-tendre tout le reste

1. Dilemmes et défis majeurs auxquels le système éducatif est confronté

Les choix éducatifs d'un pays étant le résultat de négociations plus ou moins avouées entre des groupes d'intérêt, d'arbitrages entre des solutions reflétant ces groupes, il est naturel qu'ils conduisent à des compromis, des dilemmes plus ou moins consentis. Dans le contexte guinéen six de ces dilemmes paraissent particulièrement prégnants

- **Eduquer les masses ou former une élite intellectuelle capable d'assurer la transition vers une économie et une société dite émergeantes?**

  L'éducation guinéenne a balloté, pendant des décennies, entre deux politiques éducatives antinomiques:

  D'une part elle a soutenu une approche fondée sur la démocratisation de l'éducation, plus connue, lors de la Première République et vulgarisée à travers des programmes tels que «Enseignement de Masse », «Ecole liée à la Vie » ou l'Ecole pour la Vie », etc. Compte tenu du bas niveau général d'alphabétisme au sein de la population, le pays avait voulu d'une éducation destinée prioritairement à la grande masse de ceux qui éprouvaient le besoin de maîtriser les outils de base des savoirs modernes. L'hypothèse était que maitriser la lecture, l'écriture, le calcul, les fondements des sciences appliquées et les fondements des cultures mondiales permettraient de s'insérer dans le monde moderne, de résoudre les problèmes de survie au quotidien et de s'épanouir professionnellement et socialement. Pour un Etat qui venait de sortir de la colonisation, avec des populations peu lettrées en français qui, du reste, avait été adopté comme langue officielle, cette maitrise des connaissances fondamentales, des savoir-faire et des savoir être était un impératif. Quant à la qualité de l'éducation, l'argument était que celle-ci pourrait, tôt ou tard, être tirée de la quantité.

  De l'autre côté, la Guinée a implémenté une approche connue sous le nom «Education pour l'Excellence». Celle-ci privilégiait les programmes et approches visant la qualité, l'argument étant que compte tenu de la situation internationale et du désir du pays de se développer et de se mettre au diapason des grands courants socioéconomiques des temps modernes, le pays devait se doter d'une

éducation de qualité. Ainsi pourrait-on former une élite composée de cadres compétents et capables d'encadrer les programmes de développement et d'assurer le leadership vis-à-vis de la « Grande Masse ».

Tout au long de son histoire, l'éducation guinéenne a fait des va-et-vient, entre les deux paradigmes sans, au préalable, définir clairement la vision stratégique qui sous-tend ces mouvements pendulaires. Elle n'a été loyale ni à l'un, ni à l'autre des 2 paradigmes. Au final, ceci a considérablement nui à la sérénité du système.

Ces va-et-vient entre éducation de masse et éducation élitiste étaient faiblement contrôlés et assumés. Il faut probablement, à présent engager une réflexion sérieuse et documentée pour décider, une fois pour toute, dans quelle direction aller, même si le dernier de ces mouvements pendulaires de l'éducation guinéenne a été cette déclaration du Ministre actuel du secteur en faveur d'une éducation d'excellence donc élitiste, déclaration qui a été soutenue dans un autre show à la TV par le nouveau Premier Ministre.

Ce dilemme entre le souci de « Démocratiser" et la recherche de « l'Excellence » est cornélien et n'est pas spécifique à la Guinée. Il faut savoir où mettre la priorité et adopter une logique stratégique qui explique et justifie un tel choix, non pas seulement du point de vue politique mais aussi en considération des aspects culturels, économiques et sociaux.

Si par exemple, le choix de la Guinée penche pour une éducation pour l'excellence, 9% d'admission dans un système élitiste ne serait pas un scandale. L'entrée aux Grandes Écoles en France (CCINP, ESTP, Arts et Métiers, Centrale Supélec, Mines et Ponts, Mines et Télécom) a enregistré des résultats avoisinant 17% en 2022, après de dures années de Prépa même si, au préalable, ce pays s'était assuré que 74,3% de ses enfants candidats au baccalauréat passaient dès la première session et, qu'au final, ce taux montait à 91%, après les sessions de rattrapage. Et, plusieurs critiques soutiennent que cette année, 2022, le système français a été trop condescendant avec 17% d'admis et qu'il devrait baisser la barre. Cette politique éducative d'ouvrir largement les vannes pour l'ensemble des citoyens du pays et de serrer au niveau de certaines écoles a été délibérément discutée, choisie et appliquée par la France. Ce qui fait que ça fonctionne sans trop d'accrocs.

Un autre exemple éloquent est celui de la Tanzanie. A son indépendance, ce pays adopte une politique d'élargissement de l'accès à l'éducation et ouvre ses classes à l'ensemble de la population. Et en peu d'années, les résultats sont au-delà des espérances du point de vue quantitatif et en deçà de celles-ci par rapport à la qualité de l'éducation.

L'un des aspects les plus dommageables de cette réforme était la pléthore de diplômés et, au même moment, le manque de préparation de ces diplômés par

rapport aux besoins réels du marché de l'emploi, hormis la difficulté pour le pays de financer ce vaste programme qui touchait toutes les régions. Le résultat a été une insatisfaction générale, notamment au niveau des parents et des élèves. Comme il fallait s'y attendre, ceci conduisit à de grandes manifestations d'élèves, d'étudiants et d'enseignants.

Face à cette fronde, il est alors décidé de conduire une complète réévaluation et une réorientation en profondeur de l'éducation tanzanienne, en particulier, sa mission, ses objectifs, ses méthodes et les moyens mis à disposition par les autorités pour la réalisation d'une nouvelle politique éducative contenue dans la fameuse Déclaration d'Arusha qui remit à plat l'ensemble du système éducatif et lui donna une nouvelle orientation. Partant du constat que la Tanzanie avait, jusque-là, suivi un modèle d'éducation qui continuait et perpétuait celui qui avait été instauré durant l'ère coloniale et qui visait à former des cadres devant servir de tampon entre les colons et les populations indigènes, les nouvelles mesures préconisèrent une éducation qui devait viser à *« adapter l'éducation à la vie rurale, changer les attitudes négatives des étudiants à l'égard de l'agriculture et de la vie rurale, et éliminer le préjugé élitiste de la scolarisation »* (Clermont et al (1985)).

Une sorte d'éducation de masse est donc instaurée au primaire et au secondaire. Les écoles rurales sont renforcées. Et, cette éducation de masse est doublée d'une entrée très sélective au supérieur. Ceux qui ne sont pas admis à ce dernier niveau complètent leur éducation de base par une préparation professionnelle concrète et en langue nationale Kiswahili, afin qu'ils puissent s'insérer facilement dans la vie communautaire et travailler immédiatement après leur graduation qui se fait aussi bien à la fin du primaire que celle du secondaire. (Hinzen and V.H. Handsdorfer (Eds) (2005).

L'ensemble du système est encadré par des Comités consultatifs composés de spécialistes chevronnés et d'anciens cadres à la retraite. Des 'Central Board of Unified Teaching Service' -CBUTS- (des sortes de directions unifiées) sont créés pour (1) encadrer la formation des enseignants, (2) s'assurer que les nouveaux programmes sont bien maitrisés, (3) minimiser les possibles déviations et (4) empêcher les éventuels retours aux anciennes méthodes et pratiques.

La déclaration d'Arusha fut rectifiée, plus tard, par la Résolution de Musoma. Mais la ligne qui y a été tracée est conservée pour l'essentiel, jusqu'à nos jours.
Cette vision stratégique a permis à la Tanzanie de faire un pas de géant en éducation en langue africaine. Elle a permis aussi de bien ajuster la formation professionnelle aux besoins du pays, de mieux utiliser les diplômés de ses écoles et universités et de favoriser la paix sociale.
Il y a bien d'autres exemples qui peuvent inspirer la Guinée à cause des similitudes des défis et de l'originalité des réponses.

D'une manière générale il faut retenir que les deux approches comportent des avantages et des inconvénients. A priori, elles paraissent antinomiques mais, comme le montrent les exemples cités plus haut, elles sont conciliables.

En fait, le problème est moins leurs contrastes que celui de ne pas faire un choix clair, consensuel, largement débattu, assumé et communiqué au grand public. Si, en effet ce processus n'est pas pleinement assumé et suivi il y a le risque de voir ces choix conduire à des échecs, qui, à leur tour, génèrent des frustrations qui serviront des agendas autres qu'éducatifs et encourageront les apprenants à participer à des contestations violentes du genre de celles qui se sont passées dans les rues de Conakry cet été. Il serait intéressant, en effet, de faire un sondage pour comparer les résultats scolaires de ces jeunes contestataires et leurs degrés de participation à ces démonstrations de rue. On peut parier que ce sont, pour la plupart, les 91% d'enfants qui n'ont pas réussis à leurs scolarités en 2021-2022 qui sont dans la rue, à jeter la pierre sur les agents de la force publique qui sont, à leurs yeux, un symbole de l'autorité.

Évidemment, il reste entendu que ces choix entre quantité et qualité auront des répercussions profondes sur l'équité, la mobilité sociale et l'environnement sociopolitique. A titre illustratif le choix de l'excellence signifierait des enseignants mieux payés dans certaines écoles par rapport à d'autres, les regroupements des élèves de faible niveau, pour la plupart provenant des milieux défavorisés, dans les écoles les moins performantes, particulièrement les écoles publiques, etc. l'une des possibles récupérations politiques se fonderait sur des arguments du genre « on donne l'argent aux écoles des riches », etc.

- **Disfonctionnements entre politiques et pratiques éducatives aux différents niveaux de la chaine de prise de décision et d'exécution**. Si, en effet, des choix clairs et largement partagés et assumés ne sont pas faits aux différents stades de la conception, du planning, de la mise en œuvre et des suivi-évaluation, le résultat risque d'être des professeurs qui n'enseignent pas réellement le programme établi par le ministère ou qui ne se donnent pas le devoir de boucler ces programmes avant la fin de l'année scolaire. Ceci conduit aussi à des parents qui ne font plus confiance à l'école et qui font un recours abusif à des « répétiteurs » à domicile. Ceci peut aussi conduire à des parents qui extraient prématurément leurs enfants de l'école avant l'âge requis pour les verser trop tôt dans le marché de l'emploi. Ceci pourrait également se manifester par des évaluations qui ne reflètent réellement pas ce qui est réellement enseigné à l'enfant mais ce qui aurait dû être enseigné, etc.

- **Finalités, modalités et pratiques, 3 mondes contigus mais distants**

  Pour peu que les choix stratégiques ne soient clairs et largement partagés, il y a un grand risque de voir s'exacerber les tensions entre finalités, modalités et pratiques éducatives. La Guinée a eu une longue histoire de reformes

éducatives. Rien que sous la Première République il y en eu une quinzaine qu'on regroupe habituellement en 4 phases : la 'Restructuration', de 1958 à 1961 au lendemain de la déclaration de l'indépendance guinéenne, La 'Récupération' du système éducatif par le Parti politique dominant, entre 1961 et 1968, la 'Révolution' culturelle socialiste des années 1970 d'inspiration socialiste, et le 'Retour', à partir de 1977, aux modèles occidentaux traditionnels, retour qui s'est poursuivi avec le coup d'État militaire de 1984-85.

Depuis 1985 le pays s'est globalement aligné aux reformes inspirées par le Groupe de Bretton Woods qui a initié 3 cycles fondamentaux de reformes éducatives à travers (1) la Déclaration de Jomtien de 1990, (2) le Forum de l'Education Pour Tous de Dakar de 2000 et (3) la Vision 2015-2030 qui a tiré les leçons des 2 précédentes pour se focaliser davantage sur la qualité et la durabilité.

Cette vingtaine de reformes a laissé des traces profondes dans le système éducatif. L'empilement de dispositifs et d'habitudes a brouillé les repères, a laissé s'installer et perdurer de mauvaises habitudes, et a profondément nui à la sérénité du système.

A titre illustratif, on peut constater qu'il s'est créé une culture administrative de centralisation à outrance qui perdure aujourd'hui et qui a été héritée du centralisme démocratique de la Révolution culturelle socialiste où on attendait tout du sommet. En ces temps en effet, le Parti politique unique dirigé par son Secrétaire général décidait de l'orientation, le Gouvernement central dirigé par le même « Leader Maximo », traduisait ces orientations en programmes et projets et le « Domaine » de l'Education se chargeait de l'exécution. Les structures déconcentrées, les enseignants, les parents et les apprenants étaient, en quelque sorte, réduits à des rôles de faire-valoir et ils avaient peu à dire sur ce circuit de prise de décision, d'exécution et de contrôle.

Cette culture administrative et ces habitudes semblent s'être incrustées dans le système et avoir perduré malgré la politique du faire-faire prônée depuis quelques temps bientôt par les partenaires de Bretton Woods.

- **Le problème des enseignants guinéens, une équation à trois dimensions :** Les enseignants sont la cheville ouvrière de l'ensemble du système éducatif, sans laquelle rien ne marche comme il faut. Or, leur formation, leur déploiement et leur rémunération sont particulièrement ardus et complexes dans le contexte guinéen actuel. Le premier aspect de cette complexité est d'ordre quantitatif

    1) **Insuffisance du nombre d'enseignants en situation de classe**.

    A cause de la multitude de changements plus ou moins aboutis, notamment des reformes qui ont souvent privilégiées une ligne de masse sans mesure avec les moyens disponibles, nombreuses sont les écoles à

l'intérieur du pays qui sont en déficit de salles de classe et d'enseignants. Il y en a qui n'ont qu'un seul enseignant pour toute une école de plusieurs groupes pédagogiques pour lesquels sont dispensés des cours multigrades sans nécessairement la qualification des maitres requise pour ce genre d'enseignement.

Dans les conditions normales et pour palier à ce déficit quantitatif, c'est parmi les milliers de diplômés des ENI et d'autres institutions de formation technique et professionnelle qui sont au chômage qu'on devrait organiser des concours de recrutement. Malheureusement, on a parfois préféré recruter, à cette fin, des éléments peu ou pas formés comme enseignants afin que ces bienheureux puissent émarger à la fonction publique. Au même moment, des enseignants régulièrement recrutés ont utilisé ce processus juste pour entrer à la fonction publique et se réorienter vers d'autres fonctions, loin des salles de classe. Au bout du compte le problème quantitatif est insuffisamment résolu.

2) Limites des capacités pédagogiques des enseignants en situation de classe.

A la question du nombre et de la répartition des enseignants se greffe celui, plus profond, de leur compétence pédagogique. Il faut réaliser que l'enseignement est un métier. C'est même un *« sacerdoce »*. Le tout n'est donc pas de maitriser les connaissances scientifiques, mais de savoir les passer aux apprenants. Il faut cesser de considérer l'éducation comme le dépotoir de tous ceux qui n'ont pas réussi ailleurs. Il faut s'opposer à l'adage populaire de Bernard Show (1905) selon lequel : *« ceux qui ne peuvent pas faire, enseignent»*.

Les éducateurs doivent être des professionnels avec de la conviction, de la vocation, de la méthode, en somme de la pédagogie. Le temps que le maitre passe avec l'enfant est énorme et demande une gestion maitrisée. Or, celle-ci manque sévèrement aux enseignants guinéens actuels.

Aujourd'hui, des méthodes très innovantes sont utilisées dans plusieurs pays pour former les enseignants ou, au moins, les soutenir dans l'exercice de leur métier. A titre d'illustration prenons l'exemple du Rwanda. (Munyengabe S et al (2017)) Ce pays, à l'image du reste de l'Afrique au Sud du Sahara, a connu une expansion rapide de son système d'éducation de base. Avec les changements intervenus dans l'environnement éducatif, le pays est également confronté à une demande d'enseignants plus qualifiés. Pour répondre à ces besoins, le Gouvernement du Rwanda a lancé plusieurs initiatives basées sur une utilisation intelligente des technologies de l'information et de la

communication (TIC) pour appuyer les enseignants en situation de classe. Au compte de ces initiatives il faut noter les suivantes

Des serveurs au niveau central, accompagnés de tablettes au niveau des enseignants en situation de classe sont utilisés pour préparer et disséminer des cours modèles à l'intention des enseignants les moins qualifiés et pour développer un système interactif qui permet à ceux-ci de poser des questions et, en général, de contribuer au cours. Parallèlement, un programme de mentorat en milieu scolaire (SBMP) est lancé. Celui-ci utilise la technologie en ligne pour connecter directement les mentors avec leurs pairs et pour leur donner accès à des bibliothèques de ressources à distance. Pour bien motiver ces enseignants en situation, un cours en ligne diplômant, le MCOP, et des programmes d'apprentissage à distance sont lancés avec le soutien de l'Unesco et de l'Unicef pour dispenser des cours même aux enseignants des zones les plus recluses. Pour couronner le tout, des réflexions sont engagées pour créer plus d'espace dans les budgets nationaux et mobiliser des fonds internationaux devant soutenir les enseignants en classe.

Comme on le constate donc dans ce pays, des initiatives audacieuses et qui font partie d'une panoplie savamment pensée sont engagées, de manière stratégique, pour améliorer la formation initiale et continue des enseignants, faciliter leur arrimage aux nouvelles technologies et soutenir l'anglais qui est devenue, entretemps, la langue officielle du pays.

Ces initiatives et d'autres peuvent inspirer la Guinée dans son effort de booster la formation des enseignants.

3) Motiver les enseignants en situation de classe.

Le troisième défi lié aux enseignants est l'épineux problème de la motivation, en particulier des rémunérations. Selon l'adage populaire « *les enseignant font semblants d'enseigner et le gouvernement fait semblant de la payer* ». A cause de l'inflation qui n'a cessé d'augmenter depuis la création de la monnaie guinéenne, le salaire des enseignants et des agents de l'Etat en général, a régulièrement baissé en valeur, alors que les prix des produits essentiels sur le marché, qui sont du reste alignés sur ceux qui sont pratiqués ailleurs en Afrique Occidentale, sont de plus en plus élevés. Actuellement le salaire moyen de l'enseignant en situation de classe tourne autour d'une valeur inférieure à 100 USD par mois, malgré les efforts des différents gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays. Les différentes mesures prises pour améliorer la condition de l'enseignant se sont noyées au front de l'inflation. Aujourd'hui, pour joindre les bouts, les enseignants sont réduits à

utiliser des expédients qui sont en partie responsables de la dégringolade du niveau général des apprentissages et de l'éducation en général : extorsions plus ou moins avouables, marchandage des notes, recours à des cours de tutorat dans les familles relativement aisées, exercice d'activités extrascolaires telles que le petit commerce, enseignement dans des écoles privées en plus des charges régulières dans les écoles où les intéressés sont recrutés, et on en passe pour le reste.

Naturellement la préparation des cours, la contribution à des travaux de recherche, les corrections des devoirs et l'encadrement des élèves en classe et en dehors en pâtissent. Malheureusement, on dirait que toutes les mesures déjà entreprises pour redresser la condition des enseignants en situation de classe ont échoué : création de statuts particuliers pour le corps des enseignants, discrimination positive, augmentation de la valeur indicielle des fonctionnaires dont les enseignants, etc. Des solutions pratiquées ailleurs auraient pu aider le pays à redresser la barre. L'Irlande qui faisait face, comme d'autres pays, à une hémorragie massive du corps professoral, a simplement donné une priorité à la rémunération des enseignants qui sont actuellement les mieux payés en Europe, ce qui a créé un attrait et suscité des vocations enseignantes auprès du grand public. (OCDE (2018)),

D'autres pays tels que le Ghana de Rawlings ont offert des facilités bancaires à ses enseignants, ont relevé le niveau de leurs salaires et ont repris tous les contrats de manière à tenir compte des intentions de retraite des enseignants.

La Guinée pourrait se documenter, organiser des voyages d'études et des échanges culturels dans les pays qui ont innové des solutions qui marchent.

- **Pertinence des initiatives éducatives locales dans un contexte mondialisé.**

  La Guinée pourrait avantageusement tirer parti de sa riche expérience en reformes éducatives et choisir un paradigme qui se fonde sur la démocratisation du système du genre tanzanien, avec une attention particulière à l'écoute de la base afin de rendre le système éducatif plus pertinent par rapport, à la fois, à ses besoins réels et les besoins ressentis par les populations.

  Comme le remarquait une étude publiée récemment, « *quatre domaines fondent une éducation au service d'un pays en développement sorti d'une domination externe : l'Accès, l'Équité, la Qualité, et la Pertinence. En Guinée, on s'est préoccupé des premiers domaines (Accès et Équité). Accessoirement, ces dernières années, on commence sérieusement à se préoccuper de la qualité. Mais jusqu'à présent, on a fourni peu d'efforts pour rendre le système éducatif sensible, donc pertinent par rapport aux*

préoccupations réelles des populations elles-mêmes. Au résultat, il y a une sorte de dissonance entre formation et emploi. Ce qui contribue à donner des résultats en deçà de ce que l'on en attend ». (Bah-Lalya, Harmattan, 2021)

Il faut une réflexion sérieuse et endogène pour identifier les orientations et les points sur lesquels une nouvelle réforme éducative peut s'adosser afin d'avoir un réel impact sur l'économie et la société guinéenne en même temps qu'elle refléterait les recommandations internationales, en particulier celles de la Vision 2015-2030.

Concrètement, il faut noter qu'actuellement, l'économie et la société guinéenne sont en pleine transformation. Elles fonctionnent sur une base de plus en plus informelle. L'éducation doit donc le refléter. En effet, le pays a hérité d'un système colonial qui visait à former des fonctionnaires devant servir d'intermédiaires, de tampons entre la vaste population colonisée et le peu de français que la métropole pouvait se permettre de mettre à la disposition des colonies. Actuellement, la Guinée a d'autres soucis que de former des fonctionnaires. Il faut que le système éducatif se mette réellement à l'écoute des populations.

A tire d'illustration, si La Guinée est devenue un pays où le monde urbain prend rapidement le pas sur le monde rural, l'éducation doit le refléter et former des cadres capables de répondre aux défis économiques et sociaux que ceci implique. Cela signifie qu'il faut donner une priorité à la formation d'agents capables de comprendre et de résoudre les problèmes urbains du genre de ceux qu'on rencontre dans les pays en voie de développement et dans les pays émergeants : maçons, plombiers, électriciens (du niveau de ceux que le pays importe du Sénégal, du Bénin et du Togo), mais aussi planificateurs urbains, architectes, etc.

Autre illustration, si la tendance de la Guinée est de devenir un pays de commerce et de négoce, pourquoi ne pas réorienter certains profils éducatifs vers les affaires (Business), et vers l'anglais, le chinois, l'arabe et les autres langues de commerce, etc.

Une troisième illustration du genre de questions que les reformes éducatives doivent refléter : si la Guinée est à 90% musulmane pourquoi ne pas introduire les sourates de base à l'école primaire en veillant au strict respect de la laïcité qui permettrait aux minorités d'assumer pleinement leurs convictions religieuses ?

Ces points pris au hasard servent juste à illustrer notre propos. L'idée est de faire de sérieuses évaluations des besoins à travers des études bien menées et, avant tout, endogènes. De tels travaux serviraient de fondation pour réécrire la mission de l'éducation, reformer le système éducatif, le rendre plus réactif aux

conditions réelles de la vaste population et, au même moment, prévoir des écoles d'excellence pour former et renouveler les élites.

Une fois la mission et les buts de l'éducation clairement définis et un consensus national formé autour d'eux, on passera aux autres niveaux pour aller en profondeur au niveau des autres étages de la grande bâtisse que constitue un système. En se basant sur le fait que la mission et les buts de l'éducation fondent et justifient le reste, Il faudrait déterminer, des objectifs à court, moyen et long terme, faire le choix des programmes à exécuter, identifier et meubler les curricula, trouver la logistique en particulier les infrastructures et le financement adéquats, conduire les mises en œuvre et assurer les suivis/ évaluation. C'est un processus qui prend son temps, mais qui est relativement aisé lorsqu'on sait où on veut aller et pour quelle raison.

- **Education, formation, Emploi, le redoutable triptyque qui défie l'école guinéenne.**

L'objectif ultime de tout système éducatif devrait être d'éduquer, de développer chez l'apprenant(e) une éthique et des capacités de penser de manière critique et par soi-même. L'éducation doit, en somme, développer en l'apprenant(e) les capacités devant lui permettre d'assumer pleinement sa liberté, à la fois individuelle et collective. Compte tenu de l'importance de cette fonction dans nos sociétés encore centrées sur la vie communautaire, les langues nationales guinéennes rendent mieux cette préoccupation à travers des concepts tels que « *Néédi* » en Pular, « *Khurii* » en Sossoe, « *Joodon* » en Maninkakan, « *Hutɔ* » en Kpelewo, etc. Il faut que l'enfant puisse penser par lui-même, qu'il accède à une pensée critique et qu'en même temps, il puisse évoluer pleinement dans le groupe, en intégrant et assumant pleinement les concepts de divergence d'opinions et de pensées.

L'autre objectif du système devrait être de développer des compétences de travail et d'assurer les meilleures conditions d'épanouissement économique du futur citoyen, car sans sa liberté économique il est très difficile d'assumer effectivement la liberté individuelle et citoyenne. Il faut que l'éducation à la morale citoyenne s'accompagne d'une formation au métier, afin qu'au bout du compte l'apprenant puisse, plus tard jouir pleinement des opportunités d'emploi dans le secteur public ou parapublic et qu'il puisse ainsi participer valablement à l'effort commun de développement économique, social et culturel.

La mission du système doit être donc double : Eduquer ; Former. Malheureusement le premier est actuellement occulté. Très peu de place est accordée, dans les curricula, à la morale, l'éthique, l'éducation physique, la récitation, les chants, les dessins et autres matières qui formaient, avant, le mental et qui moulaient la personnalité autour de valeurs solides. Au contraire,

la fonction de l'éducation guinéenne actuelle a manqué d'ambition et tend à se réduire à sa ponction congrue qui est de former pour l'emploi.

Et pire, comme on l'a constaté plus haut, cette dite « portion congrue » est mal assumée, mal conduite par manque de pertinence. Elle aboutit, par conséquent, à des diplômés sans emploi. En effet, actuellement, un trop faible pourcentage de diplômés a accès à un emploi, et celui-ci est, le plus souvent, précaire. Pour cette raison, les parents se demandent de plus en plus si cela vaut la peine de se dépenser corps et âme pour assurer de bonnes études à leurs progénitures qui, ensuite, se retrouvent dans leurs bras après plusieurs années d'efforts, faute de réelle perspective d'emploi.

Soit par manque d'idées, soit par manque de ressources, plusieurs reformes éducatives guinéennes se sont cassées la dent à essayer de gérer ce cryptique, Toute nouvelle refondation de l'éducation doit pourtant en tenir compte pour former autant au métier qu'à l'éthique du métier. Il faut qu'on tarisse la source où s'abreuvent les clients de la CRIEF actuelle.

L'analyse conduite ci-dessous des aspects les plus saillants de l'éducation guinéenne permet de réaliser la complexité et la sensibilité du problème de l'éducation guinéenne. Il faut du temps et des ressources pour y faire face. Il faut se mettre à l'écoute des enfants, des parents et des maitres en situation de classe. Point d'États Généraux de l'Education du genre de ceux qui ont été organisés jusque-là et qui sont facilement récupérables par la politique du jour, mais quelque chose de plus scientifique, moins politique, plus fouillé. En somme des études sérieuses et endogènes qui vont permettre de répondre effectivement aux besoins pour se mettre à cette écoute. En attendant, il faut parer à l'immédiat. Quelques pistes sont suggérées ci-dessous pour faire face à l'urgence et ne pas obtenir en 2023 le genre de résultats scolaires observés en 2022.

2. Sur le front des défis soulevés par les désastreux résultats scolaires de 2022.

Il faut bien admettre que l'année scolaire universitaire 2021-22 était l'année de tous les dangers : après les dures épreuves liées au Virus Corona, notamment pour les enfants des couches défavorisées, il y a eu, le 5 septembre 2021, ce changement majeur du contexte politique, donc de l'environnement institutionnel et administratif dans lequel baigne l'école guinéenne. Or l'éducation est le lieu où les changements sociopolitiques ont un impact énorme qui s'inscrit dans le temps. On peut émettre l'hypothèse que l'une des raisons des mauvais résultats est à lier à cet environnement social et politique. Dans tous les cas il faut à présent chercher des solutions à la crise afin que celle-ci soit la plus courte possible et qu'on retourne vers un système éducatif guinéen qui ne reproduise pas les résultats de 2022. Il y a un travail en profondeur pour produire un système plus efficace et efficient, en attendant que cette réflexion soit

engagée et que des mesures idoines soient prises. Pour parer au plus urgent, voici quelques pistes de réflexion qui devraient alimenter les discussions sur le sujet.

1. Un des paramètres de cette amélioration doit concerner la maîtrise des effectifs dans les classes. Un fort pourcentage d'élèves qui ont été recalés a droit au redoublement. Il sera donc rejoint par le groupe qui a aussi droit au passage en classe supérieure. Quelle solution d'ici l'ouverture des classes ? Construire de nouvelles classes ? Recruter de nouveaux enseignants ? Fermer, ne serait-ce que temporairement, certaines écoles qui ont de sérieuses difficultés de remplir les normes et priver ainsi d'office beaucoup d'enfants du droit à la fréquentation scolaire? etc. ;

2. Comme mentionné plus haut, la problématique des enseignants est entière. Des concours de recrutement s'imposent au niveau de ceux qui ont effectivement reçu la formation dans les ENI et autres institutions de formation des formateurs ;

3. les compétences pédagogiques doivent être revues en profondeur. Le temps que le maitre passe avec l'enfant est trop important et demande de la pédagogie. Les autorités doivent se pencher sérieusement sur le recyclage en pédagogie des enseignants Il serait même recommandé de fermer l'école pour un temps à déterminer et, si les conditions le permettaient, on devrait fermer l'école pour toute une année et remettre tous les enseignants à niveau en pédagogie avant de laisser les enfants entre leurs mains. Le MEPUA dispose, à travers l'INRAP et autres services techniques, de nombreux et précieux outils construits dans le cadre des projets financés par l'UNESCO et l'USAID. Ceux-ci pourraient être mis à profit pour soutenir une telle campagne pédagogique ;

4. Le système éducatif guinéen doit se défaire de la notion selon laquelle 91% d'échec est normal. C'est, en fait, un scandale ! Le système anglophone, par exemple, est conçu de manière à accompagner l'élève tout le temps, tout le long de l'année, afin de l'associer intimement à son éducation et lui permettre de faire face à ses responsabilités d'apprendre selon ses capacités, son rythme et ses intérêts. Le rôle essentiel du système est de se concentrer sur la recherche et la mise à disposition de tous les moyens de réussite possibles. Ici les taux d'admission sont bien meilleurs car les lacunes sont corrigées au fur et à mesure. Cette approche anglophone peut inspirer la Guinée ;

5. Les écoles et les universités doivent s'organiser de manière à être les maitres à bord pour les questions techniques, scientifiques et pédagogiques. Un exemple typique de réussite de cette approche est le West Africa School Certificate dont les épreuves sont conjointement organisées par la Gambie, la Sierra Leone, le Ghana et le Nigeria. Chaque année, un des Etats abrite le centre de corrections des épreuves et les Etats désignent les correcteurs à y envoyer. En fait le système du « Faire-Faire » permet d'affronter ce problème en ce sens qu'il laisse aux

autorités publiques le droit régalien de concevoir, structurer et assurer le suivi des apprentissages alors que les autres partenaires sociaux s'occupent de la mise en œuvre ;

6. Il faut revoir profondément le système de suivi et d'évaluation des performances d'apprentissage. Si on avait porté suffisamment d'attention aux élèves et assuré leur suivi tout au long du processus d'apprentissage, peut-être qu'on aurait réalisé assez tôt qu'il y a un déphasage entre ce qui est enseigné actuellement et ce qui est mesuré dans les évaluations. On aurait constaté le disfonctionnement entre ce que les élèves ont appris et le contenu de ce qui est mesuré. Au pire, les services des examens n'auraient peut-être même pas organisé ces examens en 2022 afin de ne pas se retrouver avec des taux d'échec si déprimants ;

7. Les épreuves d'examen doivent refléter ce qui est effectivement enseigné, non ce qu'il est prévu d'enseigner. Les questions ne doivent pas être plus astucieuses que celles des évaluations ordinaires des apprenants au cours de l'année scolaire, sinon, ce serait un piège dans lequel tombent facilement un grand nombre de candidats. Ces questions doivent plutôt servir à jauger le niveau et la qualité de ce qui est enseigné et des connaissances acquises ;

8. Il convient d'auditer le système d'évaluation utilisé durant l'année scolaire 2021-22 avant la fin du 1er semestre de l'année scolaire 2022-23. Cet audit devra couvrir l'ensemble des composantes du système y compris les fichiers informatiques, la gestion de la correction et de la centralisation des épreuves, l'organisation et la gestion des centres d'examen, les critères de sélection des maitres chargés d'administrer les tests, etc. Les résultats de cet audit pourraient être avantageusement utilisés pour que la prochaine évaluation soit adaptée aux progrès accomplis avec les nouvelles technologies de l'information et de la digitalisation. Le paradoxe actuel, qui est propre aux périodes de révolution, est que les nouvelles générations sont en avance sur les anciennes, autrement dit, les enfants qu'on teste semblent être en avance sur les maitres et les examinateurs dans la maitrise des nouvelles technologies. Ceci a des répercussions sur les résultats d'ensemble des tests et sur les surveillances du bon déroulement du processus.

En somme, les examens tels qu'ils ont été conduits récemment ont fait du mal aux enfants alors que ce sont les adultes qui étaient en faute, y compris les parents, les maitres en situation de classe, et les décideurs des services centraux et décentralisés. Ce sont probablement ces adultes qui méritaient ces taux d'admission de 9%. Ce sont eux qui méritaient la sanction et non les enfants. Ils doivent prendre toutes les mesures pour redresser la situation avant le prochain.

Discuter de toutes ces questions et trouver des solutions pour rectifier le tir demandent du temps, de la passion pour l'éducation et un décrochage par rapport aux agendas politiques. Il s'agit réellement de refonder l'éducation. Peut-on le faire dans le contexte actuel de l'éducation guinéenne ?! La question est entière.

———————————

Conakry, septembre 2022.

Principales références

Bah-Lalya (2020) Reformes Educatives en Guinée sous Sékou Toure, A la Recherche d'une Troisième voie entre orthodoxie et révolution –Edition Harmattan Guinée.

Clermont, C.M.; Mambolwa Sinyangue.(1985). Tanzania: system of Education. The International Encyclopedia of Education. New York: Pergamon Press, pp. 4987-92.

Hinzen and V.H. Handsdorfer (Eds) (2005). Education for liberation and development Humburg: UNESCO.

Munyengabe S et al (2017).Primary Teachers' Perceptions on ICT Integration for Enhancing Teaching and Learning through the Implementation of One Laptop Per Child Program in Primary Schools of Rwanda EURASIA Journal of Mathematics, Science and Technology Education

OCDE (2018), Politiques efficaces pour les enseignants : Perspectives de PISA, PISA, Édition OCDE. http://dx.doi.org/10.1787/9789264301603-en